



Perspectives de l'évolution de l'environnement économique de l'agriculture française : quelques éléments de réflexion

Chantal Le Mouel, Louis-Pascal Mahé

► To cite this version:

Chantal Le Mouel, Louis-Pascal Mahé. Perspectives de l'évolution de l'environnement économique de l'agriculture française : quelques éléments de réflexion. 2019. hal-02354667

HAL Id: hal-02354667

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02354667>

Submitted on 7 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRICOLE
Station d'Economie et Sociologie Rurales
DOCUMENTATION
65, Rue de St Brieuc
35042 RENNES CEDEX
Tél. : 99.28.54.08 et 09

PERSPECTIVES DE L'ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE. QUELQUES ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION

Chantal Le Mouél et Louis Mahé, INRA ESR, Rennes

Note transmise à G. Paillotin en juin 1996

INRA-
ESR. REN
CLM n°16

INTRODUCTION

Les perspectives d'évolution de l'agriculture française sont intimement liées à celles de l'agriculture européenne et, plus généralement, de l'agriculture mondiale. Pour analyser ce contexte prospectif international, nous utilisons les travaux des grandes organisations internationales (FAO, Banque Mondiale, IFPRI, OCDE) (1) qui examinent les perspectives de la croissance démographique et de la croissance économique globale dans les différentes zones géographiques du monde, de manière à évaluer l'évolution potentielle de la demande, de l'offre et du commerce mondial de produits agricoles sur un horizon de 10 à 15 ans. En plus de ces projections, nous proposons quelques remarques sur le nouvel environnement international de la PAC.

Le message essentiel est un ralentissement très net de la tendance à la baisse des cours mondiaux agricoles en termes réels par rapport à la décennie passée. D'autre part, les accords de l'Uruguay Round vont contraindre la politique d'exportations subventionnées, même après 2000. Les changements de politique aux Etats-Unis et les deux élargissements, récent et à venir, de l'UE renforcent les pressions vers une redéfinition des soutiens.

PERSPECTIVES DE LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE : DES BESOINS ALIMENTAIRES ACCRUS

Une population mondiale plus nombreuse

Selon les projections de l'ONU, la population mondiale devrait passer de 5,3 milliards d'habitants en 1990 à 7,2 milliards en 2010, soit un accroissement de 36 % en 20 ans, ou en chiffres absolus une augmentation moyenne annuelle de 95 millions d'habitants. Le rythme de croissance annuelle de la population mondiale devrait toutefois se ralentir (suivant en cela la tendance observée depuis la fin des années 60), passant de 1,7 % sur la période 1990-2000 à 1,4 % au cours des années 2000-2010 (cf. tableau 1).

Ce sont essentiellement les pays en développement (PVD) qui contribuent à la croissance démographique mondiale. Ces derniers continueront en effet de suivre une trajectoire de croissance démographique rapide (+44 % en 20 ans soit environ 2 % par an, contribuant ainsi pour plus de 90 % à l'augmentation de la population mondiale jusqu'en 2010). Parmi les PVD, ce sont les pays les plus pauvres (i.e. ceux d'Afrique Sub-Saharienne) qui verront leur population augmenter le plus rapidement (87 % en 20 ans, soit plus de 3 % par an et en moyenne 21 millions d'habitants supplémentaires chaque année) (2).

Un potentiel important de croissance de la consommation alimentaire

Le tableau 2 ci-dessous rapporte les projections de la FAO relatives à la ration alimentaire moyenne annuelle par habitant. Ce tableau suggère une tendance à la hausse du niveau de la ration alimentaire dans tous les groupes de pays, des écarts importants subsistant en 2010 entre pays développés et PVD (3 470 contre 2 730 calories par jour) d'une part, et au sein du groupe des pays en développement (2 170 calories par jour en Afrique Sub-Saharienne contre 3 040 calories par jour en Asie de l'Est par exemple), d'autre part.

En outre, l'étude de la FAO suggère que même si elle suit une trajectoire décroissante dans la majorité des PVD, la sous-alimentation chronique risque de rester répandue en Afrique Sub-Saharienne et en Asie du Sud (elle toucherait respectivement 32 % et 12 % de la population de ces deux zones en 2010).

Tableau 1. Perspectives de la croissance démographique mondiale

	Population(millions)			Taux de croissance annuels(%)			Taux de croissance de 1990 à 2010 (%)
	1990	2000	2010	1980/90	1990/2000	2000/10	
Monde	5 297	6 265	7 209	1,8	1,7	1,4	36,1
PVD	4 046	4 947	5 835	2,1	2	1,7	44,2
dont :							
Afrique Sub-Saharienne	488	673	915	3,2	3,3	3,1	87,5
Asie de l'Est	1 624	1 880	2 061	1,6	1,5	0,9	26,9
(dont Chine Continentale)	1 119	1 276	1 371	1,3	1,3	0,7	22,5
Asie du Sud	1 128	1 398	1 668	2,4	2,2	1,8	47,9
Amérique Latine et Caraïbes	442	532	622	2,2	1,9	1,6	40,7
Pays développés	1 249	1 315	1 370	0,7	0,5	0,4	9,7

Source : ONU (1991) rapporté par FAO (1995).

Tableau 2. Perspectives de la consommation alimentaire mondiale

	Ration calorique moyenne (cal. / jour)		Ration calorique moyenne "acceptable" à l'horizon 2025 (cal. / jour)		Taux de croissance annuel de la demande intérieure (%)	
	1988/90	2010	2010	2025	1988/90-2010	2010 - 2025
Monde	2 700	2 860	2 880	3 000	1,8	1,3
PVD	2 470	2 730	2 740	2 900	2,7	1,8
dont :						
Afrique Sub-Saharienne	2 100	2 170	2 170	2 700	3,1	4,9
Proche-Orient / Afrique du Nord	3 010	3 120	3 130	3 180	2,9	2
Asie du Sud	2 220	2 450	2 450	2 700	2,7	2,2
Asie de l'Est	2 600	3 040	3 045	3 060	2,7	0,8
Amérique Latine et Caraïbes	2 690	2 950	2 950	3 030	2,2	1,3
Pays développés	3 400	3 470	3 470	3 470	0,6	0,4

Source : FAO (1995).

Ce résultat indique qu'un potentiel considérable de croissance de la consommation alimentaire existe dans les pays en développement. A cet égard, l'étude FAO (1995) montre que, étant donné les perspectives démographiques, le fait de porter la ration calorique moyenne à un niveau "acceptable" dans toutes les zones géographiques du monde à l'horizon 2025, impliquerait un taux de croissance annuel de la demande alimentaire mondiale de 1,8 % entre 1990 et 2010 et 1,3 % de 2010 à 2025. Pour les pays les plus pauvres, les taux de croissance annuels correspondants seraient nettement plus élevés puisqu'ils atteindraient respectivement 3,1 % et 4,9 % en Afrique Sub-Saharienne et 2,7 % et 2,2 % en Asie du Sud (cf. tableau 2).

Le tableau 2 révèle par conséquent que la plus grande part du potentiel de croissance de la demande alimentaire mondiale réside dans le continent africain et au Sud de l'Asie. Il est intéressant de noter ici le ralentissement notable du taux de croissance annuel de la demande alimentaire de la zone Asie de l'Est à l'horizon 2025, cette région semblant se rapprocher du modèle "occidental" en matière d'alimentation.

Pour que le scénario simulé à 2025 puisse se réaliser, il faudrait par conséquent que les PVD les plus pauvres accroissent de manière substantielle leur production ou bien qu'ils soient en mesure de financer des quantités croissantes d'importations de produits alimentaires. En d'autres termes, cette **demande potentielle** ne pourra s'exprimer sous forme de **demande effective** que si les PVD les plus pauvres enregistrent une croissance économique globale suffisamment soutenue.

PERSPECTIVES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE GLOBALE : RELATIF DYNAMISME DE LA DEMANDE MONDIALE AGRICOLE

Meilleures perspectives de croissance économique globale dans les PVD

La croissance économique globale dans les PVD devrait être bien meilleure dans les années 90, et au-delà jusqu'en 2010, que pendant la décennie 80, qui avait vu baisser le revenu par tête de toutes les régions en développement, sauf celles d'Asie (cf. tableau 3.)

Ainsi, selon les projections de la Banque Mondiale, l'Asie devrait maintenir un taux de croissance élevé (le PIB réel augmentant de 7 % par an en Asie de l'Est et de 5,1 % par an en Asie du Sud, en moyenne sur 1989-2010) qui lui permettrait d'accroître son revenu par tête annuel de manière substantielle (+5,7 % par an pour l'Asie de l'Est et +3 % pour l'Asie du Sud). Les autres régions en développement, et notamment l'Afrique Sub-Saharienne, devraient également enregistrer une croissance économique relativement soutenue (+3,9 % en moyenne sur 1989-2010), ce qui devrait leur permettre de retrouver des taux de croissance positifs (quoique modestes en raison de l'accroissement important de la population) de leur revenu par tête (cf. tableau 3).

La croissance économique des PVD (et en particulier celle des pays d'Asie) contribuera sans doute largement à soutenir la demande mondiale de produits agricoles. En revanche, les taux de croissance économique enregistrés par l'Afrique Sub-Saharienne resteront probablement **insuffisants** pour que la totalité de la demande potentielle simulée précédemment à l'horizon 2025 devienne **effective**.

Les travaux de la FAO (1995) et de l'IFPRI (1995) projettent en outre une tendance à "l'occidentalisation" de la ration alimentaire moyenne dans les PVD à forte croissance économique, cette ration devenant progressivement plus riche en viande au détriment des céréales. Le dynamisme de la demande alimentaire des pays d'Asie devrait par conséquent profiter plutôt à la viande et aux produits agro-alimentaires et seulement indirectement aux céréales et aux produits de base.

Pays développés : poursuite de la trajectoire de croissance des années 80 pour l'OCDE, incertitude sur le redressement économique de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS

La zone OCDE devrait poursuivre sa trajectoire de croissance des années 80, ce qui impliquerait, selon la FAO, un taux de croissance annuel du PIB réel de +2,6 % par an en moyenne sur 1989-2010 (+3 % sur la période 1995-2000 selon les travaux de l'OCDE, 1996a), correspondant, étant donné la faible croissance démographique de cette zone, à un accroissement annuel non négligeable du revenu par tête et par an, soit +2,1 % (cf. tableau 3).

Toutefois, la demande de produits agricoles traditionnels des pays de l'OCDE présentant une faible élasticité au revenu et aux prix, il semble que la contribution de la zone OCDE à la croissance de la demande mondiale alimentaire devrait rester limitée à l'horizon 2010 (3).

L'ensemble des observateurs s'accorde sur le fait que, dans la situation actuelle, il existe une grande incertitude au regard d'un redressement économique prochain de l'ex-URSS et de plusieurs pays de l'Europe de l'Est. Leur PIB actuel est vraisemblablement inférieur d'un tiers à celui de la période d'avant réforme (FAO, 1995). Toutefois, il semblerait que la contraction de l'activité de ces pays se soit interrompue en 1993. La Pologne et la République Tchèque en particulier auraient amorcé un retour à l'expansion. Mais dans les autres pays, et en particulier dans l'ex-URSS, on ne voit pas encore se dessiner de réelles perspectives de redémarrage économique dans les années à venir (Cyclope, 1995). Aussi, la Banque Mondiale et la FAO projettent-elles pour cette zone, un taux de croissance annuel du PIB réel très modeste, +0,5 % en moyenne pour la période 1989-2010.

Il est donc clair que de telles perspectives de croissance économique laissent envisager un potentiel très limité de croissance de la demande alimentaire dans les pays d'Europe à économie anciennement planifiée. D'autre part, la consommation alimentaire dans les PECO était, avant la réforme, anormalement élevée par rapport au niveau de revenu (Mahé et Roe, 1995).

Ces perspectives de reprise de la croissance pourraient toutefois être notablement renforcées si les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) voyaient leur adhésion à l'Union européenne se concrétiser avant 2010. Il faut aussi noter la reprise nette de la production agricole dans la plupart des PECO. Au tournant du siècle ils pourraient retrouver leur potentiel et progresser plus vite qu'avant 1989.

En résumé, il semble qu'à l'horizon 2010, la croissance de la demande alimentaire mondiale devrait se poursuivre mais à un rythme ralenti par rapport à la décennie 80, pour les produits de base. Le relatif dynamisme de cette demande serait induit par la croissance démographique et les meilleures perspectives de croissance économique globale dans les régions en développement. Le ralentissement du rythme de croissance de la demande mondiale serait quant à lui imputable à une décélération de la croissance démographique mondiale, à un fléchissement de la croissance de la consommation alimentaire en Asie de l'Est (qui se rapprocherait du modèle de consommation occidental) et à la stagnation de la demande des pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS.

Bien évidemment, ce ralentissement de la croissance de la demande alimentaire mondiale n'implique pas forcément un renforcement de la tendance à la baisse des cours mondiaux des produits agricoles, puisque ces derniers dépendent également largement de l'évolution de la production mondiale. Les travaux existants s'accordent généralement à dire que le ralentissement de la croissance de la production agricole mondiale devrait persister à l'horizon 2010 (FAO, 1995 ; OCDE, 1996, par exemple). Il s'agit là en grande partie de la poursuite des tendances à long terme (la production mondiale agricole s'est accrue de 3% par an dans les années 60, de 2,3 % par an durant les années 70 et de 2 % par an au cours de la période 1980-1992, FAO, 1995).

Tableau 3. Perspectives de la croissance économique globale dans les différentes zones géographiques

	Taux de croissance annuel du PIB réel (%)					
	1989-2010		1983-1993		1994-2003	
	Total	Par tête	Total	Par tête	Total	Par tête
Monde	n.d	n.d	2,9	n.d	3,2	n.d
PVD	n.d	n.d	3,8	n.d	5,2	n.d
93 PVD	5,3	3,4	n.d	n.d	n.d	n.d
Afrique Sub-Saharienne	3,9	0,7	0,8	-0,8	3,9	0,9
Asie de l'Est	7,0	5,7	7,9	6,2	7,6	6,2
Asie du Sud	5,1	3,0	5,2	3,0	5,3	3,4
OCDE	2,6	2,1	n.d	n.d	n.d	n.d
Europe de l'Est et ex-URSS	0,5	0,0	-1,0	n.d	2,7	n.d

Source : Projections de la Banque Mondiale utilisées dans l'étude FAO (1995).

Ce rythme positif quoique ralenti de la croissance de la production, conjugué à la croissance modérée de la demande mondiale, imprimerait alors aux cours mondiaux des produits agricoles une tendance à la baisse (faible) en termes réels, nettement ralentie par rapport à celle observée dans les années 80. A titre d'exemple, l'effet conjugué de l'évolution de la production et de la demande mondiales de céréales sur le commerce international céréalier, projeté par la FAO et repris dans Alexandratos (1996), est présenté dans le tableau 4 ci-dessous. Cette projection suggère que, contrairement à la situation moyenne observée sur 1989-1991, en 2010 le marché mondial des céréales ne devrait plus avoir à gérer d'excès d'offres substantiels, ce qui tendrait à atténuer les pressions à la baisse antérieurement subies par les cours mondiaux. En outre, le tableau 4 révèle que l'essentiel du surcroît d'importations nettes enregistré par le marché céréalier mondial devrait être exprimé par les PVD (+61,4 millions de tonnes entre 1989-1991 et 2010). Il serait compensé en partie par une diminution des besoins d'importations des pays d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS (-42 millions de tonnes entre 1989-1991 et 2010, résultant de la réduction des importations de l'ex-URSS d'une part, et de l'accroissement des surplus exportables de certains PECO, d'autre part). Un accroissement de près de 31 millions de tonnes des exportations nettes cérésières de la zone OCDE (hors pays méditerranéens) suffirait alors à couvrir le supplément de demande mondiale.

Tableau 4. Perspectives d'évolution du commerce mondial de céréales à l'horizon 2010 (exportations nettes de chaque zone en millions de tonnes)

	Moyenne observée sur 1989-1991	Projection 2010	Variation
Pays méditerranéens*	0,1	-15	-15,1
PVD, hors pays méditerranéens	-66,6	-128	-61,4
OCDE, hors pays méditerranéens	107,3	138	30,7
Europe de l'Est et ex-URSS	-37,0	5	42,0
Monde	3,8	0	-3,8

* Il s'agit de l'ensemble des pays bordant la Méditerranée auxquels est ajouté le Portugal. La France est donc incluse dans cette zone.

Source : Alexandratos (1996).

La portée de la Négociation Uruguay

a) Engagement du GATT et répartition mondiale de la production

Le volet restitutions aux exportations sera le plus contraignant pour l'Europe (céréales, lait, voire viande bovine). Tout laisse à penser que les contraintes seront confirmées après 2001. L'accès garanti au marché reste peu contraignant sauf pour quelques produits peu importés et isolés dans l'accord (fromages, porc, volaille, céréales). Les quotas à tarifs préférentiels seront toutefois moins attractifs pour les produits dont les prix internes sont proches des cours mondiaux (ce peut être le cas de céréales, des viandes blanches et des oeufs). Le soutien interne a toléré les aides compensatrices mais le prochain Round (cf. FAIR Act US) renforcera les exigences de découplage du soutien des volumes de productions ou des quantités de facteurs utilisés.

L'impact global de l'Accord du GATT sur les prix mondiaux céréaliers reste évalué à la fourchette +5 - +10 % (ex. FAO, 1995, p.283). Cet Accord ne modifie pas la tendance des prix mondiaux (sauf à cause d'une légère extensification dans l'OCDE). Les pays qui gagneront des parts de marché au détriment de l'Europe sont les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, l'Argentine (cf. OCDE, 1996a par exemple).

b) Changement de comportement des marchés (concerne principalement les céréales)

▲ Instabilité

- la contrainte sur les exportations subventionnées et sur les instruments de soutien interne (découplage accru) diminuera les incitations au stockage public,
- des stocks mondiaux plus bas signifient une instabilité accrue des cours mondiaux dans le court terme,
- par contre la tarification des droits d'entrée apporte un effet d'absorption des perturbations dues à des facteurs climatiques :
 - les importations seront plus sensibles aux prix mondiaux (ex. L'Egypte importera moins à \$ 138 qu'à 159), car les exportations se feront plus sur une base commerciale sauf pour l'aide alimentaire stricte.
 - les liens entre prix des céréales et alimentation animale donnent de l'élasticité au système (effet régulateur) quand les cours des aliments pour animaux augmentent, la demande dérivée réagit assez fortement.
- Toutefois, les zones géographiques où la production se développera sont plus sensibles aux aléas climatiques (Etats-Unis, Australie...), donc les facteurs non économiques de perturbation sont renforcés.

▲ Eléments d'élasticité du système alimentaire mondial (qui stabilisent la tendance longue)

- la demande d'importation des PVD sera plus sensible aux prix mondiaux, à cause de la moindre isolation des économies des PVD (Barrières Non Tarifaires disciplinées par l'Ajustement Structurel et l'OMC), et à cause de la réponse de l'appareil de production et du progrès technique (4) aux prix.
- la croissance mondiale plus soutenue devrait soutenir le prix des produits de base et renforcer les capacités d'importation des PVD, même si la croissance économique en Afrique Sub-Saharienne sera plus lente qu'en Asie.

– La croissance démographique peut réagir plus que prévu dans le scénario de base à la croissance des revenus liée au développement (Collomb, 1995), d'où un ralentissement.

– Ces éléments nuancent les scénarios catastrophes (Brown et Kane, 1995), mais ne signifient pas que la population sous et mal nourrie verra son sort réglé, car ce n'est pas la disponibilité globale de nourriture qui explique le problème, mais la pauvreté (i.e. l'inégale répartition des droits et actifs).

Les Elargissements de l'Europe et la dynamique interne de la PAC

a) L'élargissement vers le Nord

L'élargissement vers le Nord déplace le curseur des finalités de la politique agricole en faveur de l'environnement et d'aspects éthiques (bien-être des animaux). Les pays à vocation exportatrice agricole ne trouveront plus autant de soutien que dans le passé, au sein de l'UE, pour une politique agricole "dynamique" à l'exportation.

b) L'élargissement à l'Est

– L'élargissement de l'Union européenne aux PECO ne va pas à moyen terme alléger la contrainte du GATT.

– Il va apporter une capacité supplémentaire de production, probablement restaurée et en croissance rapide vers 2005 (OCDE 1996b, Johnson, 1995, Alexandratos, 1996).

– Il va induire une pression budgétaire sur les aides et créer des tensions sur la répartition des quotas des productions concernées.

c) Dynamique interne de la PAC

– Le recul des restitutions et de l'intervention par stockage va poser le problème du ciblage géographique des restitutions.

– L'instabilité des prix crée le besoin de marchés à termes en Europe (déjà en cours d'installation). Le problème d'une forme d'assurance revenu (à la "canadienne") risque d'être posé.

– Les aides fixes et prix variables vont créer des tensions entre types d'exploitation et de production.

– L'hétérogénéité des niveaux et des modalités de soutien entre productions (et donc les écarts importants de leurs évolutions relatives) créeront des tensions fortes dans les organisations professionnelles.

– Les productions sous quota ne participeront pas à la croissance de la demande mondiale de produits agro-alimentaires (lait en particulier). Des pertes d'emploi en résulteront, mais un système de "droits marginaux" de production au prix mondial permettrait aux pays du Nord européen (DK, UK, NL...) de gagner plus de parts de marché que la France (sans garde fous sur le relâchement des contraintes).

– Les aides compensatrices réservées aux grandes cultures et le gel rotationnel imposé par le maintien des restitutions donnent de mauvais signaux pour l'usage de la terre :

- productions marchandes : des niches nouvelles seront moins explorées car non aidées comme les grandes cultures actuelles.
- usage du sol et conservation des ressources : l'extensification des terres due à la baisse des prix est ralentie par le gel des terres. La poursuite de la tendance au retournement des prairies qu'il faudrait inverser est entretenue par la nouvelle PAC.

CONCLUSION : BRÈVES REMARQUES SUR LA FRANCE

- Les gains de balance commerciale par les exportations sur le marché intérieur communautaire protégé sont décroissants et menacés. Les transferts du FEOGA deviennent trop visibles pour être soutenables politiquement à long terme.
- Le positionnement "marketing" sur les produits de base et les pays d'Afrique n'est pas favorable au développement de ses exportations de produits basiques.
- Le commerce international se déplace vers les produits transformés.
- Il faut approfondir la protection des signes de qualité liés à notre culture et déplacer le curseur vers le suivi des Barrières Non tarifaires au détriment du rôle donné aux aides.
- Il faut trouver à côté des AOC un système protégeant les indications géographiques et les dénominations permettant un développement industriel des produits génériques de qualité (Goudda, Emmental ?).
- La valeur patrimoniale (appartenance de la dénomination au "pays") doit être reconnue. Elle peut servir de levier au développement rural durable. Ce concept va au-delà de la protection intellectuelle des IG dans le GATT ou l'UE (problème FETA).

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXANDRATOS (N.) 1996, à paraître — *Mediterranean countries and world food markets*. Options Méditerranéennes.
- ALEXANDRATOS (A.) et DE HAEN (H.) 1995 — *World consumption of cereals : will it double by 2025 ?* Food Policy, 20(2), pp. 359-366.
- BROWN (L.) and KANE (H.) 1995 — *Full House : Reassessing the earth's population carrying capacity*. World watch environmental Institute. Earthscan Pub. Ltd, London.
- COLLOMB (Ph.) 1995 — *Population mondiale : conférences internationales et paradoxes du discours démographique*. *Problèmes Economiques* n° 2 421, Avril et *Economie Rurale* Janvier-Février 1995.
- CYCLOPE 1995 — *Les marchés mondiaux*. Sous la direction de Ph. Chalmin, *Economica*, Paris.
- FAO 1995 — *Agriculture Mondiale : Horizon 2010*. Etude de la FAO, sous la direction de N. ALEXANDRATOS. FAO Polytechnica, Paris.
- IFPRI 1995 — *Alimentation, Agriculture et Environnement : Une vision pour l'an 2020*. IFPRI, 2020 vision, Washington D.C.
- ISLAM (N.) (Ed.) 1995 — *Population and Food in the Early twenty-first century*. IFPRI, 2020 vision, Washington D.C.
- Klein (K.K.) 1995 — *The implications of GATT for agriculture in East Asia*. In Gray et al. (ed.) *World Agriculture in a post-GATT environment*. University of Saskatchewan, Saskatoon, Canada.
- MAHE (L.P.) et ROE T. 1995 — *The Eastern enlargement of the EU : The agricultural challenge*. Polish American Center for Economics and Management, Warsaw School of Economics.
- MITCHELL (D.) and INGCO (M.) 1993 — *The world Food outlook*. International Economics Department, Banque Mondiale.
- OCDE 1996a — *Les perspectives agricoles : Tendances et enjeux à l'horizon 2000*. OCDE, Paris.
- OCDE (1996b) - *Politiques, marchés et échanges agricoles dans les pays en transition - suivi et évaluation 1996*. OCDE, Paris.

NOTES

- (1) Nous n'avons pas les moyens de faire nous-même un suivi ni des projections basées sur une information suffisante pour les différentes zones géographiques.
- (2) Notons ici que les dernières projections démographiques de l'ONU (datant de 1992 et 1994) sont plus pessimistes en ce qui concerne la croissance de la population de l'Afrique Sub-Saharienne. Les projections réalisées en 1992 (resp. 1994) indiquent que la population de cette zone s'établirait à 874 (resp. 834) millions d'habitants en 2010, au lieu des 915 millions rapportés par le tableau 1. Ces révisions à la baisse traduisent, pour certains pays, un accroissement du taux de mortalité imputable à la pandémie du SIDA (cf. FAO, 1995, p. 71).
- (3) Notons toutefois que la faible élasticité prix de la demande ne s'applique qu'à la demande humaine et industrielle, la demande pour l'alimentation animale étant beaucoup plus sensible aux variations de prix. Des réductions des prix de marché dans les pays de l'OCDE pourraient par conséquent avoir un effet positif non négligeable sur la demande par le biais du débouché pour l'alimentation animale. C'est ce que l'on a pu observer lors des premières années d'application de la réforme de la PAC pour les céréales dans l'UE.
- (4) Ceci vaut particulièrement pour l'Asie du Sud et de l'Est (Klein, 1995) ; ceci contribue à une réserve à l'égard des scénarios catastrophes de L. Brown, très sensibles à l'hypothèse qu'il fait d'un déficit important de la Chine.

Loi d'Orientation

INRA
Unité d'économie et sociologie
rurales de Rennes
Documentation
65, rue de St-Brieuc
35042 RENNES CEDEX

Groupe Prospective

Contributions de l'inra